

Le Maroc est le plus compétitif en Afrique du Nord

L'économie marocaine reste la plus compétitive en Afrique du Nord, selon un rapport du Forum économique mondial. Le Maroc se classe 72^e au niveau mondial, devant l'Algérie (87^e), la Tunisie (92^e), l'Égypte (116^e) et pointe au 5^e rang à l'échelle continentale, derrière notamment l'île Maurice (46^e) et l'Afrique du Sud (49^e). De grands défis restent à relever par l'Afrique du Nord, région à avoir concédé la plus forte baisse de compétitivité sur le continent depuis 2007.



Les économies nord-africaines sont caractérisées par un secteur public qui freine le développement du secteur privé, selon le WEF.

Le Maroc continue à exercer une domination régionale en termes de compétitivité. L'économie nationale est, en effet, la plus compétitive en Afrique du Nord, selon le dernier rapport sur la compétitivité en Afrique qui vient d'être publié par le Forum économique mondial (WEF). Celui-ci montre que le Royaume se classe 72^e au niveau mondial, devant l'Algérie (87^e), la Tunisie (92^e), l'Égypte (116^e), le Mali (127^e, ce pays considéré par le rapport comme un pays nord-africain) et la Mauritanie (138^e).

À l'échelle continentale, le Maroc arrive à la cinquième position, derrière l'île Maurice (46^e), l'Afrique du Sud (49^e) et deux autres pays auxquels on ne s'attendrait pas, à savoir le Rwanda (58^e) et le Botswana (71^e). Le rapport indique que l'Afrique du Nord est la région à avoir concédé la plus forte baisse de compétitivité sur le continent depuis 2007.

À noter que ce rapport vise, selon ses auteurs, à mettre la lumière sur les domaines qui nécessitent une action politique et de l'investissement pour assurer une croissance soutenue en Afrique. Il est le résultat d'une collaboration «de longue date» entre la Banque africaine de développement (BAD), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Groupe de la Banque mondiale et le WEF qui ont œuvré pour adopter une vision commune au sujet des politiques qui peuvent aider le continent à transformer ses économies et augmenter sa compétitivité globale.

Après la finalisation du rapport, ces quatre organisations partenaires ont tenu des ateliers qui pour aider à comprendre et façonner l'ordre du jour de la compétitivité de chaque région et, finalement, le continent dans son ensemble. L'atelier concernant les économies d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Mauritanie et Tunisie) a eu lieu à Tunis, le 9 mars dernier. Accueilli par la BAD, cet atelier a permis de faire ressortir une série de faiblesses dont pâtissent ces économies sur le plan compétitivité.

Ainsi, note le rapport, la plupart des pays d'Afrique du Nord fonctionnent bien sur le plan des infrastructures et le capital humain, mais ont besoin d'améliorer les institutions, les environnements macro-économiques et l'efficacité des marchés des biens, des services, des finances et du travail, ainsi que les facteurs d'innovation et de sophistication.

Il établit que les économies nord-africaines sont caractérisées par un secteur public qui freine le développement du secteur privé et la concurrence intérieure. Il considère, en effet, la bureaucratie gouvernementale inefficace et la corruption, ainsi que l'accès limité au financement comme les principaux obstacles à faire des affaires en Afrique du Nord.

Les auteurs du rapport estiment que, parallèlement à l'amélioration de la gouvernance et de la transparence, les gouvernements de la région doivent mettre en œuvre efficacement les règlements et les lois visant à libéraliser les marchés intérieurs en supprimant les obstacles

fiscaux et la réglementation du marché, y compris celle du marché du travail, et en assouplissant les réglementations de contrôle des changes.

Ils mettent également l'accent sur la libéralisation des services commerciaux pour encourager le développement du secteur de la logistique et pour améliorer la compétitivité du commerce et de l'exportation. «Les gouvernements doivent établir un dialogue avec les entreprises pour mieux prendre en compte les besoins du secteur privé lors de la conception et de la mise en œuvre des politiques nationales et sectorielles», notent-ils. L'amélioration de l'administration publique contribuerait également à assurer une prestation plus efficace des services publics de base, ajoutent-ils.

Autre recommandation du rapport, «avec la volonté politique, le secteur public pourrait guider l'investissement privé en encourageant les partenariats public-privé et d'attirer les investissements directs étrangers». Pour les auteurs de ce document, les marchés financiers doivent être mis au point afin de faciliter l'accès du secteur privé au financement. Cela comprend la mise en place de mécanismes financiers d'innovation qui permettraient, par exemple, le financement bancaire garanti ou de prêts à long terme. Ils font remarquer que les économies d'Afrique du Nord ont été prudentes à s'engager dans des mesures d'intégration et commerciales régionales, ce qui limite la taille du marché et nuit au développement du secteur privé dans la région. ■